

## Direction départementale des territoires et de la mer du Var

Toulon, le 2 2 MARS 2023

Service eau et biodiversité Bureau police de l'eau Corinne FIORENTINO-DAMEME Téléphone 04 94 46 81 48

Le préfet

à

SARL Terres du Soleil M. Jean-Louis GATTO Route de Nîmes – Centre commercial 30980 SAINT-DIONISY

Objet : **Dossier de déclaration au titre du code de l'environnement :** Viabilisation d'un lotissement de 11 lots dénommé « Les Terrasses de Saint-Pierre » sur la parcelle cadastrée en section H n° 1025 sur la commune de Aups

Référence: SEBIO/N° 2332 - 0100016657

Copie à : Service départemental de l'office français de la biodiversité

Mairie - Place Frédéric-Mistral - 83630 AUPS

HYDROSOL Languedoc - 78 rue John Mac Adam - 30900 GRAVOUEILLE

Parc Naturel Régional du Verdon - Domaine de Valx - 04360 MOUSTIERS-SAINTE-MARIE

Dans le cadre de l'instruction de votre dossier de déclaration au titre des articles L. 214-1 à L. 214-6 du code de l'environnement concernant l'opération suivante :

Viabilisation d'un lotissement de 11 lots dénommé « Les Terrasses de Saint-Pierre » sur la parcelle cadastrée en section H n° 1025 sur la commune de Aups

Vous trouverez ci-joint le récépissé de déclaration relatif à cette opération.

Après analyse de votre dossier, et des éléments complémentaires déposés les 12 janvier et 15 février 2023, j'ai l'honneur de vous informer que je ne compte pas faire opposition à votre déclaration. Dès lors, vous pouvez entreprendre cette opération à compter de la réception de ce courrier.

En application de l'article R. 214-40-3 du code de l'environnement, la mise en service de l'installation, la construction des ouvrages, l'exécution des travaux, et l'exercice de l'activité objets de votre déclaration, doivent intervenir dans un délai de 3 ans à compter de la date du présent récépissé, à défaut de quoi votre déclaration sera caduque.

Adresse postale : Préfecture - DDTM - Service Eau et Biodiversité - CS 31 209 - 83070 TOULON CEDEX

Accueil du public : 244 avenue de l'infanterie de marine à Toulon face aux pompiers

Téléphone 04 94 46 83 83 Courriel : ddtm-sebio@var.gouv.fr

www.var.gouv.fr

En cas de demande de prorogation de délai, celle-ci sera adressée au préfet, dûment justifiée, au plus tard deux mois avant l'échéance ci-dessus.

Copies de la déclaration, du récépissé et de ce courrier sont adressées dès à présent, par voie dématérialisée, à la mairie de la commune de Aups où cette opération doit être réalisée pour affichage pendant une durée minimale d'un mois. Ces documents seront mis à disposition du public sur le site Internet de la préfecture du Var durant une période d'au moins six mois.

Cette décision sera susceptible de recours contentieux devant le tribunal administratif de Toulon, conformément à l'article R. 514-3-1 du code de l'environnement :

1º Par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1 dans un délai de quatre mois à compter du premier jour de la publication ou de l'affichage de ces décisions :

2° Par les demandeurs ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision leur a été notifiée.

Les décisions mentionnées au premier alinéa peuvent faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2°.

Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique "Télérecours citoyen" accessible par le site internet www.telerecours.fr.

Le service de police de l'eau et l'office français de la biodiversité devront être avertis de la date de début des travaux ainsi que de la date d'achèvement des ouvrages et, le cas échéant, de la date de mise en service.

Pour le préfet et par délégation, Pour le directeur départemental des territoires et de la mer et par subdélégation, Le chef du bureau police de l'eau,

Jean-Baptiste GROSSO

Conformément au règlement général sur la protection des données du 27 avril 2016, applicable depuis le 25 mai 2018 et à la loi « informatique et liberté » dans sa dernière version modifiée du 20 juin 2018, vous disposez d'un droit d'accès, de rectification, de suppression et d'opposition des informations qui vous concernent. Si vous désirez exercer ce droit et obtenir une communication des informations vous concernant, veuillez adresser un courrier ou un courrier au guichet unique de police de

l'eau où vous avez déposé votre dossier. Cette demande écrite est accompagnée d'une copie du titre d'identité avec signature du titulaire de la pièce, en précisant l'adresse à laquelle la réponse doit être envoyée

Toute décision susceptible de recours devant le tribunal administratif territorialement compétent l'est au moyen de l'application Télérecours (https://www.telerecours.fr/)

Téléphone 04 94 46 83 83 Courriel: ddtm-sebio@var.gouv.fr www.var.gouv.fr